

RÈGLEMENT N° 25-424

Décrétant l'imposition et le prélèvement des taxes foncières générales et spéciales et autres compensations et tarifications pour le budget de l'année 2026.

ATTENDU QUE la Municipalité de Petit-Saguenay (ci-après «municipalité») a adopté les prévisions budgétaires pour l'exercice financier de l'année 2026.

ATTENDU QUE les prévisions budgétaires de l'année 2026 démontrent que les dépenses pour les opérations de la municipalité s'élèvent à 2 347 358\$

ATTENDU QU'il est nécessaire d'imposer des taxes foncières, d'exiger des compensations et prévoir des tarifs pour services municipaux de manière à ce que la municipalité se procure les revenus nécessaires au maintien des opérations de la municipalité.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 988 du *Code municipal du Québec*, toutes taxes sont imposées par règlement, sauf dans les cas autrement réglés;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q., F.2-1), la municipalité peut fixer, pour un exercice financier, une variété de taux de la taxe foncière générale en fonction des catégories auxquelles appartiennent les unités d'évaluation et que pour l'application de ces dispositions, les catégories d'immeubles sont :

- celle des immeubles non résidentiels ;
- celle des immeubles industriels ;
- celle des terrains vagues desservis ;
- celle des immeubles de six logements ou plus;
- celle qui est résiduelle.

et qu'une unité d'évaluation peut appartenir à plusieurs catégories.

ATTENDU QUE les articles 244.29 à 244.64 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q., F.2-1) prévoient les modalités à l'égard des différentes catégories d'immeubles imposables, déterminent les règles relatives à l'établissement des taux de taxes particuliers à chaque catégorie d'immeubles imposables et déterminent les règles relatives à l'application des différents taux.

ATTENDU QU'en vertu des dispositions des articles 244.1 à 244.10 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, la municipalité peut prévoir, par règlement, un mode de tarification pour financer toute ou partie de ses biens, services ou activités.

ATTENDU QU'une compensation exigée du propriétaire ou l'occupant d'un immeuble fait partie des modes de tarification permis par l'article 244.2 de la *Loi sur la fiscalité municipale*;

ATTENDU QUE la municipalité désire se prévaloir de ces pouvoirs.

ATTENDU QU'avis de motion du présent règlement ait été donné le 12 janvier 2026 et qu'un projet de règlement a été déposé au cours de cette même séance du conseil.

RÉSOLUTION

EN CONSÉQUENCE:

**IL EST PROPOSÉ PAR M.
APPUYÉ PAR M.**

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ:

QUE le conseil de la municipalité de Petit-Saguenay adopte le *règlement numéro 25-424 décrétant l'imposition et le prélèvement des taxes foncières générales et spéciales et autres compensations et tarifications pour le budget de l'année 2026* décrétant ce qui suit :

CHAPITRE 1
DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET INTERPRÉTATIVES

ARTICLE 1

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2

Toutes les taxes foncières, compensations et tarifications décrétées par le présent règlement sont imposées pour l'année 2026 après que le rôle de perception sera en vigueur.

ARTICLE 3

Toutes les taxes foncières, compensations et tarifications décrétées et imposées par le présent règlement sont payables aux endroits et de la façon indiquée sur le compte de taxes municipales.

ARTICLE 4

Le greffier-trésorier de la municipalité est autorisé à faire un seul et même compte pour chaque immeuble imposable pour le paiement des taxes, compensations et tarifications décrétées et imposées par le présent règlement.

ARTICLE 5

Les taxes, compensations et tarifications municipales décrétées et imposées par le présent règlement, ainsi que leurs intérêts et pénalités, constituent une créance prioritaire au sens des articles 2650 et suivants du *Code civil du Québec*. Elles sont constitutives d'un droit réel. Elles confèrent à la municipalité le droit de suivre les biens qui y sont assujettis en quelque main qu'ils soient et ils sont opposables aux autres créanciers ou à tous les tiers sans qu'il soit nécessaire de les publier.

CHAPITRE 2

IMPOSITION ET PRÉLÈVEMENT DES TAXES,
COMPENSATIONS ET TARIFICATIONS

Section I

Variété de taux de la taxe foncière générale

ARTICLE 6

Afin de pourvoir aux dépenses de la municipalité pour rencontrer les prévisions figurant au budget de l'année 2026, une taxe foncière générale pour chaque 100 \$ d'évaluation est imposée et prélevée de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé sur le territoire de la municipalité, selon la variété des taux de la taxe foncière générale suivante, soit :

6.1 Catégorie résiduelle

Pour les immeubles imposables de la catégorie résiduelle inscrite au rôle d'évaluation en vigueur de la municipalité, une taxe foncière générale qui constitue le **taux de base** d'imposition de la municipalité est fixée à 1,30 \$ et est imposée et prélevée sur chacun de ces immeubles imposables.

Dans le cas d'une unité d'évaluation dont une partie seulement est assujettie à ce taux, le montant de la taxe est calculé en appliquant à cette unité un pourcentage du taux de la taxe. Ce pourcentage est celui établi pour chaque classe d'immeubles mixtes, conformément à la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q. C. F-2.1).

6.2 Catégorie des immeubles non résidentiels

Pour la catégorie des immeubles non résidentiels inscrits au rôle d'évaluation en vigueur de la municipalité, une taxe foncière générale au taux de 1,82 \$ est imposée et prélevée sur chacun de ces immeubles imposables.

Dans le cas d'une unité d'évaluation dont une partie seulement est assujettie à ce taux, le montant de la taxe est calculé en appliquant à cette unité un pourcentage du taux de la taxe. Ce pourcentage est celui établi pour chaque classe d'immeubles mixtes, conformément aux dispositions prévues à la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q. c. F-2.1).

6.3 Catégorie des immeubles Industriels

Pour la catégorie des immeubles industriels inscrits au rôle d'évaluation en vigueur de la municipalité, une taxe foncière générale au taux de 3.90 \$ est imposée et prélevée sur chacun de ces immeubles imposables.

Dans le cas d'une unité d'évaluation dont une partie seulement est assujettie à ce taux, le montant de la taxe est calculé en appliquant à cette unité un pourcentage du taux de la taxe. Ce pourcentage est celui établi pour chaque classe d'immeubles mixtes, conformément aux dispositions prévues à la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q. c. F-2.1).

6.4 Catégorie des immeubles de six logements ou plus

Pour la catégorie des immeubles de six logements ou plus inscrits au rôle d'évaluation en vigueur de la municipalité, une taxe foncière générale au taux de 1,7333 \$ est imposée et prélevée sur chacun de ces immeubles imposables.

Dans le cas d'une unité d'évaluation dont une partie seulement est assujettie à ce taux, le montant de la taxe est calculé en appliquant à cette unité un pourcentage du taux de la taxe. Ce pourcentage est celui établi pour chaque classe d'immeubles mixtes, conformément à la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q. c. F-2.1).

6.5 Catégorie des terrains vagues desservis

Pour la catégorie des terrains vagues desservis inscrits au rôle d'évaluation en vigueur de la municipalité, une taxe foncière générale au taux de 5,20 \$ est imposée et prélevée sur chacun de ces immeubles imposables.

ARTICLE 7

Dans le cas d'une unité d'évaluation appartenant à la fois à la catégorie visée à l'article 6.2 (immeubles non résidentiels) et à celle visée à l'article 6.5 (terrains vagues desservis), le taux de la taxe est établi en appliquant, outre le taux de la catégorie visée à l'article 6.2 (immeubles non résidentiels), celui que l'on obtient en soustrayant le taux de la catégorie visée à l'article 6.1 (immeubles résiduels) du taux de la catégorie visée à l'article 6.5 (terrains vagues desservis).

Section II Aqueduc et égouts

ARTICLE 8

Afin de pourvoir aux dépenses de la municipalité pour rencontrer les prévisions figurant au budget de l'année 2026, il est imposé et prélevé de chaque propriétaire d'un immeuble résidentiel imposable situé sur le territoire de la municipalité et desservi par les réseaux d'aqueduc et/ou d'égout municipaux, une compensation annuelle aux taux suivants:

- Immeuble résidentiel desservi uniquement par l'aqueduc ou uniquement par l'égout : 280\$ par logement.
- Immeuble résidentiel desservi par l'aqueduc et l'égout : 560 \$ par logement.
- Logement bi-génération desservi par l'eau et l'égout : 280\$ par logement
- Immeuble non résidentiel desservi par l'aqueduc et l'égout :800 \$ par unité.

ARTICLE 9

Afin de pourvoir aux dépenses de la municipalité pour rencontrer les prévisions figurant au budget de l'année 2026, il est imposé et prélevée de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé sur le territoire de la municipalité desservi par une installation septique autre que l'égout public municipal, une compensation annuelle aux taux suivants :

- Fosses septiques 1 an : 180\$
- Fosses septiques 2 ans: 90\$
- Fosses septiques 4 ans : 45\$
- Fosses septiques éloignées 1 ans: 1260\$
- Fosses septiques éloignées 2 ans: 630\$
- Fosses septiques éloignées 4 ans 315\$

Section III

Ordures ménagères, matières résiduelles, matières recyclables et matières composables

ARTICLE 10 MATIÈRES RÉSIDUELLES DOMESTIQUES

Le tarif annuel payable pour l'enlèvement et la disposition des matières résiduelles est fixé à 240 \$ pour chaque unité d'occupation résidentielle (par logement), à 120\$ pour chaque logement de nature bi-générationnelle (ce dernier tarif s'ajoute à celui imposé à l'unité d'occupation résidentielle principale) et à 160 \$ pour chaque logement compris dans une unité d'occupation résidentielle de villégiature.

Les unités d'occupation résidentielle ou les logements visés par le présent article et situés sur un terrain de camping en location sur terre publique sont exemptés.

ARTICLE 11 MATIÈRES RECYCLABLES DOMESTIQUES

Le tarif annuel payable pour l'enlèvement et la disposition des matières recyclables est fixé à 15 \$ pour chaque unité d'occupation résidentielle (par logement) ou pour unité d'occupation résidentielle de villégiature (par logement) à 8\$ chaque logement de nature bi-générationnelle (ce dernier tarif s'ajoute à celui imposé à l'unité d'occupation résidentielle principale).

Les unités d'occupation résidentielle ou les logements visés par le présent article et situés sur un terrain de camping en location sur terre publique sont exemptés.

ARTICLE 12 MATIÈRES COMPOSTABLES DOMESTIQUES

Le tarif payable pour l'enlèvement et la disposition des matières compostables est fixé à 85\$ pour chaque unité d'occupation résidentielle (par logement), à 43\$ pour chaque logement de nature bi-générationnelle (ce dernier tarif s'ajoute à celui imposé à l'unité d'occupation résidentielle principale) et à 60\$ pour chaque unité d'occupation résidentielle de villégiature (par logement).

Les unités d'occupation résidentielle ou les logements visés par le présent article et situés sur un terrain de camping en location sur terre publique sont exemptés.

ARTICLE 13 COLLECTE ET DISPOSITION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES POUR LES ICI

Le tarif annuel payable pour l'enlèvement et la disposition des matières résiduelles pour les industries, les commerces et les institutions (ICI) est fixé au montant ci-après établi, en fonction du type de conteneur répertorié par la municipalité:

- 1er bac roulant avec frais écocentre: 300 \$
- Par bacs roulants supplémentaires : 200 \$
- Conteneur annuel 2 verges : 2 450 \$
- Conteneur annuel 4 verges : 2 950 \$
- Conteneur annuel 6 verges : 4 500 \$
- Conteneur saisonnier 2 verges : 1 405 \$
- Conteneur saisonnier 4 verges : 2 000 \$
- Conteneur saisonnier 6 verges : 2 600 \$
- Frais écocentre pour utilisateurs de conteneurs 300 \$

Est un conteneur saisonnier, un conteneur disponible pour les usagers visés pendant une période continue de maximum six mois durant une même année de calendrier.

ARTICLE 14 TARIFICATION POUR LA COLLECTE ET LA DISPOSITION DES MATIÈRES RECYCLABLES DES ICI

Le tarif annuel payable pour la collecte et la disposition des matières recyclables pour les industries, les commerces et les institutions (ICI) est également fixé au montant ci-après établi, en fonction du type de conteneur

répertorié par la municipalité, soit :

- Par bacs roulants : 25 \$
- Conteneur annuel 6 verges : 600 \$
- Conteneur annuel 8 verges : 600 \$
- Conteneur saisonnier 6 verges : 300 \$
- Conteneur saisonnier 8 verges : 300 \$

Est un conteneur saisonnier, un conteneur disponible pour les usagers visés pendant une période continue de maximum six mois durant une même année de calendrier.

ARTICLE 15 COLLECTE, TRAITEMENT ET DISPOSITION DES MATIÈRES COMPOSTABLES POUR LES ICI

Le tarif annuel payable pour la collecte, le traitement et la disposition des matières compostables des ICI assumés par la municipalité est fixé au montant ci-après établi, en fonction du type et du nombre de bacs roulants de 240 litres fournis, soit :

- 1 – 6 bacs roulants : 95 \$
- 7 – 12 bacs roulants : 190 \$
- 13 – 18 bacs roulants : 285 \$
- 19 – 24 bacs roulants : 380 \$
- 25 bacs et plus : 475 \$

ARTICLE 16 QUOTE-PART

La municipalité paiera tous les mois la quote-part exigible facturée par la M.R.C. du Fjord-du-Saguenay ayant trait à l'enlèvement et à la disposition des matières résiduelles et recyclables provenant de toute unité d'évaluation résidentielle et/ou de villégiature.

La municipalité paiera à la M.R.C. la quote-part exigible pour la collecte et la disposition des matières résiduelles ainsi que des matières recyclables provenant des industries, des commerces et des institutions (ICI), et ce, suivant l'entente intervenue à cet effet entre la Municipalité de Petit-Saguenay et la M.R.C. du Fjord- du-Saguenay en date du 11 octobre 2017.

La municipalité paiera à tous les mois à la M.R.C. la quote-part exigible facturée par celle-ci ayant trait aux vidanges des fosses septiques.

Section IV Voirie municipale

ARTICLE 17 TAXES DE VOIRIE

Afin de pourvoir aux dépenses de la municipalité pour le service de voiries sur son territoire pour l'année 2026, il est imposé et prélevé de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé sur son territoire une compensation de 145 \$ par unité ou partie d'unité déterminée comme suit :

CATÉGORIE D'IMMEUBLES IMPOSABLES	NOMBRE D'UNITÉS
1. Immeuble avec une valeur imposable de 15 000 \$ ou plus.	1
2. Immeuble avec une valeur imposable de 5 000 \$ et de moins de 15 000 \$.	0,5
3. Immeuble avec une valeur de moins de 5 000 \$ ou moins ou terrain vague de moins de 5 hectares permettant la construction.	0,25
4. Immeuble non résidentiel.	1 unité pour chaque tranche de 300 000,00\$ d'évaluation foncière
5. Exploitation agricole enregistrée en vertu de la <i>Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation</i> .	1
6. Lot d'une superficie de plus de 40 hectares, sans bâtiment.	1
7. Lot d'une superficie entre 20 et moins de 40 hectares, sans bâtiment.	0,5
8. Lot d'une superficie entre 5 et moins de 20 hectares, sans bâtiment.	0,25
9. Terrain vague ne permettant par la construction résidentielle.	0

ARTICLE 18

TAXES TRAVAUX CHEMIN DU LAC ALPHÉ

En vue d'effectuer le remboursement d'un emprunt au fond de roulement d'un montant de 5 239\$ sur 5 ans (de 2025 à 2029) pour des travaux effectués sur un chemin non municipal, une taxe spéciale de secteur est imposée et fixée pour l'année 2026 à 114.60 \$ pour chacune des 10 unités d'occupation résidentielle ou de villégiature (par logement) identifiées au cadastre du Québec par les numéros de lots suivants : : 6 261 363, 6 261 360, 6 261 359, 6 261 358, 6 261 357, 6 261 283, 6 261 348, 6 261 349, 6 261 350, 6 261 353.

Une taxe spéciale de secteur est imposée et fixée pour l'année 2026 à 114.60 \$ pour chacune des 10 unités d'occupation résidentielle ou de villégiature (par logement) pour identifiées au cadastre du Québec par les numéros de lots suivants : 6 261 363, 6 261 360, 6 261 359, 6 261 358, 6 261 357, 6 261 283, 6 261 348, 6 261 349, 6 261 350, 6 261 353.

ARTICLE 19

TAXES TRAVAUX CHEMIN SAINT-LOUIS

En vue d'effectuer le remboursement du règlement d'emprunt # 23-390 d'un montant de 101 053\$ sur 20 ans (de 2025 à 2045) pour des travaux d'électrification à la demande des citoyens, une taxe spéciale de secteur est imposée et fixée pour l'année 2026 à 366.71 \$ pour chacune des 21 unités d'occupation résidentielle ou de villégiature (par logement) pour l'année 2026 identifiées au cadastre du Québec par les numéros de lots suivants :: 6 261 446, 6 572 787, 6 481 386, 6 261 450, 6 261 445, 6 481 385, 6 261 447, 6 261 477, 6 262 060, 6 262 074, 6 261 451, 6 262 075, 6 261 449, 6 261 442, 6 262 071, 6 262 072, 6 261 444, 6 443 322, 6 261 456, 6 261 448, 6 364 005.

CHAPITRE 3

MODE DE PAIEMENT DES TAXES FONCIÈRES MUNICIPALES

Section I Taxes foncières

ARTICLE 20

Les taxes foncières imposées et les compensations et tarifications exigées en vertu du présent règlement doivent être payées en un versement unique dans les trente jours de l'envoi du compte de taxes. Toutefois, lorsque le total du compte de taxes est égal ou supérieur à 300 \$, le compte peut être payé, au choix du débiteur, en quatre versements égaux. Lorsqu'un versement n'est pas fait dans le délai prévu, seul le montant du versement échu est alors exigible.

Le versement unique ou le premier versement de la taxe municipale doit être effectué au plus tard le trentième jour qui suit l'expédition du compte de taxes.

La date d'échéance du deuxième versement est le premier jour du mois de mai. La date d'échéance du troisième versement est le premier jour du mois de juillet. La date d'échéance du quatrième versement est le premier jour du mois de septembre

Section II Taux d'intérêt

ARTICLE 21

Un intérêt au taux annuel de 10% est appliqué sur toute somme due à la municipalité, y compris les arrérages de taxes calculés de jour en jour à compter de la date à laquelle cette somme est devenue exigible.

CHAPITRE 4

PRISE D'EFFET ET ENTRÉE EN VIGUEUR

ARTICLE 22

Le présent règlement prend effet à compter du 1^{er} janvier 2026.

ARTICLE 23

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

AVIS DE MOTION : 12 janvier 2026
PRÉSENTATION DU PROJET DE RÈGLEMENT : 12 janvier 2026
ADOPTION :
PUBLICATION :
ENTRÉE EN VIGUEUR: 1^{er} janvier 2026

Philôme La France, maire

**Lisa Houde, directrice-générale et
Greffière-trésorière**
